L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 25 FEVRIER 1837.

Mauvaise foi et calomnie de l'Echo.

Traduits à la barre du public au moyen d'un travestissement de notre idée, nous nous voyons forcés de revenir sur notre article de l'*effet des spéculations* et de mettre dans tout son jour l'infâme de celui qui n'a pas craint de nier à faux un passage auquel, durant la lutte, on avait eu ce qui paraît le démentir une tout autre tendance. Mettant en lambeaux deux textes en regard, le public aura flétrie de son mépris, le journaliste capable d'une manœuvre si vile, et d'une si basse mauvaise. "*Voici, dit l'Echo, les propres mots de notre rapporteur pour le journal.*" (L'Abeille)

SEANCE DU 24 FEVRIER. — ABEILLE DU 25 FEVRIER.

On sait bien que CERTAINS "Il n'est personne qui ne *directeurs* ont l'habitude de sacrifier quelques-uns des leurs *s'arrangeer pour qu'un* deux directeurs de ces cas *bon billet* qu'ils aient, bien convaincus, n'est qui ne fait refuser, *se retrouve* en vent manœuvrer de telle *pas plus tard dans leur poche* sorte, que des billets rejeté *feuille &c.* par un à l'exécution, se p. trouvent plus tard dans leur (parenthèse ; n Dieu ne plai que nous inventions ces de voir une telle assertion!"

Nous venons de citer plus haut ce mot piquant d'une gazette du Nord : "Oh, l'argent est rare à dix pour cent ; mais, il ne l'est pas à vingt-quatre", et nous enlaissons l'application à un autre lieu, sans songer qu'on pût nous envoyer nos expressions, et y donner une autre outrageante signification que celle de : HONTE, INFAMIE, au MENSONGE ! Justice pour l'écrivain consciencieux !

DE LA POLITIQUE RELATIVE AU MEXIQUE.

La politique est un art si difficile et si spectaculaire, et ce n'est que par une étude approfondie des hommes et des choses, ce n'est que par une connaissance parfaite des rapports des nations entre elles, c'est finalement, par l'observation scrupuleuse et assidue de la pente des gouvernements que l'homme d'état, ou que le diplomate, parviennent à prévoir des événements majeurs, à en calculer et à en tirer, de certains faits des conséquences plus ou moins justes. On aurait donc tort de prétendre que prévisions d'un publiciste aient exactement ce qu'on appelle précision qui n'est pas une science exacte ; et l'on n'a exigé en effet, que des justesse satisfaisante un raisonnement, et une probabilité rationnelle. Du reste, on laisse les événements aux opinions qui influent nécessairement sur la manière d'envisager les événements, et l'on tient compte à l'envi an de la sincérité comme de la modestie, ou plus tôt dans le développement de ses idées.

Nous avons souvent parlé de la politique du Mexique, et plus d'une fois, et de parti, ou même la malveillance, ont deliguer sur nos faits dont on a cru des faiblesses informations ; et pour nous faire dire ce que nous n'avions pas dit, soit pour donner à ce que nous disions une interprétation inadmissible pour nous, et presque toujours forcée. Nous avons pourtant une telle conviction de la droiture de nos intentions, et nous sommes si ennemis de toute vaine fortune, que nous ne balancerons jamais à faire des erreurs, et à présenter les faits dans leur jour véritable, dussent-ils être la condamnation de nos opinions. Nous ne pensons pas, cependant, que le premier Journal venu, et sans prétendre nous en faire un modèle, sur nos adversaires, nous fasse observer ce que des nouvelles que nous avons reçues de Washington et du Mexique nous confirment dans l'opinion, que nous avons émise sur l'importance d'une défaite de Santa Anna contre Austin. En cet égard avec le président Jackson : Les plus intimes confidences de ce personnage ont été confiées par la publication, et la correspondance officielle qui s'était engagée au Texas et dont on avait ignoré le but, et l'on nous dit même les détails d'une altercation qui aurait eu lieu entre Santa Anna et l'un de ses officiers au sujet des dispositions adoptées comme base de la paix. Ce dernier aurait osé émettre une opinion trop hasardée pour ne pas être mal reçue de son chef, et pour n'avoir pas été suivie d'une prompte rétractation. Il paraîtrait même que le président Jackson ait pris la peine d'écrire au Président auprès du général Santa Anna au Mexique, et lui dit, devant arriver à Vera-Cruz, les honneurs à rendre à ces deux généraux seront les mêmes que ceux rendus au général Du Amalsano Bustamente."

Nulle mention n'est faite du titre de Président, et nous savons de bonne part que la nouvelle constitution centrale, ayant été publiée et mise en vigueur au premier janvier, la présidence du général Santa Anna se trouve de fait abrogée, et que le nouveau gouvernement de la Confédération a pour ministre de la guerre et de la marine, et pour chef du département de la guerre, le général Filisola, qui a remplacé Almonte à Matchitoch ».

M. Bonner déclare qu'il ne croit qu'on adoptât le substitut que le sénateur de Feville demandait la reconsidération de la seconde section du bill, relative à la compagnie des gardes de ville, etc.

M. Armant objecte une dispense des règles, et présente un mémoire de tous habitans de la paroisse de l'Ascension, exposant qu'ils ont acheté de M. Antoine Morin et Dame Fanny Conway, son épouse, une certaine terre que celle-ci s'était constituée en dot, par son contrat de mariage, D'après les lois existantes, cette propriété est inaliénable. Les mêmes exposans demandent que la législature veuille bien, par un acte spécial, autoriser Madame Morin à renoncer à ses droits. Le sujet est renvoyé à une commission spéciale composée de MM. Armant, Brownson et Garcia.

SECONDES LECTURES.

"Acte pour amender les lois relatives à la récusation *peremptoire*, en matière criminelle."

"Acte pour incorporer la compagnie des bonnes à écluses, pour la construction et réparation des bâtiments" (lendu d'hier dernier.)

A la demande de M. Mercie, ce bill subit un troisième lecture et passe par son titre.

"Bill pour amender les divers actes qui établissent des districts d'élection dans les paroisses de Natchitoches et de Claiborne."

A la demande de M. Bonner, ce bill est lu pour la troisième fois et passe.

"Bill pour autoriser le trésorier de l'Etat à accepter la part qui revient à la Louisiane dans la distribution de l'excédent du revenu, créé, et régagner la fois du dit Etat, pour le remboursement de dette semaine."

A la demande de M. Hoss, ce bill subit un troisième lecture par le titre, et passe.

M. Decros propose que le sénat s'occupe du bill qui incorpore la Compagnie de Navigation de la Nouvelle Orléans et du Texas, et celle du chemin de fer du Golfe du Mexique.

Ce bill, soigneusement discuté au sénat, fut adopté à la Chambre des Représentans de manière à retrancher le mot "exclusif" après celui de privilèges", et à retrancher également la clause qui interdisait toute personne ou compagnie, le droit de construire un semblable chemin de fer.

M. Decros propose le rejet de ces deux amendemens. Il vaut mieux, dit l'honorable membre, voter le rejet du bill, que de l'adopter avec de semblables modifications ; ces restrictions n'ont d'autre but que de rendre la loi sans effet, puisque si un privilège exclusif n'est pas accordé à la compagnie il devient impossible à elle de former son stock et de se mettre en opération. Personne ne voudra souscrire au fonds capital, de crainte qu'une autre compagnie ne vienne se mettre en concurrence avec celle-ci. La construction du chemin entraînera de grandes dépenses ; la route doit passer à travers les cyprières et les prairies trempées. Si donc, l'on ne garantit pas un privilège exclusif, la souscription ne s'effectuera pas ; ce privilège il n'a d'utilité pour but que d'empêcher la construction d'un autre chemin, dans le même endroit.

M. Johnson seconde la proposition du membre de St. Bernard. Il ne voit pas pourquoi on n'accorderait pas à la Compagnie du Chemin de Fer le privilège auquel dans le bill. La contume, jusqu'à présent, a été de concéder de pareilles prérogatives ; et à moins qu'on ne lui fasse voir les raisons pour lesquelles on ferait maintenant une exception à la règle générale suivie dans les chartes d'incorporation, il croira de son devoir de voter pour le rejet de deux amendemens.

La question étant portée sur le rejet, le sénat vota à l'unanimité dans l'affirmative.

Le sénat s'occupe après cela, à huis-clos, d'affaires exécutives.

Les portes étant ouvertes :

M. Winn propose d'ajourner la séance au jour suivant : cette motion, dit l'honorable membre, est contre la coutume établie, qui veut qu'il y ait un recès le samedi de chaque semaine. Mais la prorogation de l'assemblée générale devant se faire dans quelques jours, il est convenable, en raison de la multiplicité des affaires, de profiter de tous les momens qu'il reste à écouler, jusqu'à la prorogation, pour expédier tous les bills qui sont devant le sénat.

Cette motion est adoptée à l'unanimité.

SINISTRES.

On annonce de la manière qu'un coup de vent violent de N. O. a fait périr trois navires sous le choc des glaces poussées dans le grand canal et l'embranchement Sud de la rivière pendant la nuit du 12 et le lendemain. Tous les efforts des capitaines du bateau à vapeur "Robert" et du bateau à vapeur "le Maryland" Mrs Turner et Taylor, ont été vains pour sauver ces navires. Des équipages formant un total de vingt-deux personnes, ont été recueillis à bord desdits bateaux. Personne n'a péri, mais les naufragés, obligés d'attendre leurs libérateurs en se cramponnant aux mats de hune, ont en considérablement à souffrir : ils étaient couverts d'une croute de glace de plus d'un demi pouce d'épaisseur. Les passagers du Maryland se sont joints au capitaine pour leur prodiguer toute espèce de secours. Il ont fait entre eux une collecte qui a produit soixante piastres.

Les navires coulés bas, sont : le brick Elizabeth, de Portland, chargé de marguerons ; le brick brémois Colonia, de Ile à Turques, chargé de sel, et la goélette Wm. Tomkins, de Lagunaya, qu'portait une riche cargaison d'indigo, de café et de cuirs.

(Communiqué)

HELAS ! HELAS !

Une chose très-triste, l'avez-vous fait ? Echo du génie et de la science de son critique, s'était glissé au milieu de son latin-justerre, et nous nous disposions à consulter les oracles pour savoir si cette faute était pour l'immortalité de cette feuille ! Son article théâtre de diamants devait nous en tomber sous les yeux ; et nous nous trouvions comme les Parisiens "hélas ! hélas ! toute amélioration nous est impossible ! l'infortune ! Il compte !.... il compte !.... Il compte. Tous les sous vous le voulez, et ce trop heureux Echo, Scudery, des Prados, des Chapelains, lorsque les avances de son cerveau, au développement des idées nouvelles !

Lorsque l'on a entendu un opéra comme celui de l'Eclair, où tout est vu, suavité, harmonie, dont l'auteur est placé l'égal des grands maîtres, ou les acteurs eux mêmes, dont nous applaudissons à l'envi, s'efforcent d'ouvrir peut seul faire naître ; quand un est homme de lettres, enfin, on ne dit pas "introduit pour porter un jugement, c'est dire : Je suis de ce nombre, ou je suis incompétent, c'est retourner le vieil adage, il est avec le chef des accommodations, et le public qui paraît déjà nous a nous lire, et que nous trouve rien de mieux que de satisfaire dans ce conseil de rendu, froid et insignifiant, et pète mêle : hélas ! hélas ! que de choses tournent à la décadence sur notre pauvre monde sublunaire !.... votre indigne l'antique esprit de l'Echo !

A. L.

Communiqué.

A Monsieur l'éditeur de l'Abeille :

Je lis, monsieur, dans votre estimable feuille, plusieurs articles établissant en principe que l'instruction publique doit être confiée à un corps enseignant à celui qui enseigne le mieux, considérant simplement à la soif des jésuites. En rendant hommage au talent de l'auteur, je crois devoir vous adresser quelques observations sur ce sujet. Elles n'auront pour but que de conviction ; c'est aussi par conviction que j'émets un avis contraire. Le lecteur saisit facilement pour ne pas dire, ressentira sans doute, que les sciences exactes, naturelles, morales, philosophiques, sont un moins mutuels, sinon permettez-moi pour la jeunesse ! l'instruction par des sciences n'est point un système et qu'elle peut par des sciences n'est point un système et qu'elle peut rait et devrait être ; mais du moins, ils donnent un engagement consciencieux ; ils ne craignent point d'autres connaissances sans une lumière ne pouvait plus paraître dans la société

L'argument par excellence en faveur de l'instruction jésuitique se réduisait donc à ceci : La société de laut de l'enseignement en principale affaire. J'en conviens ; elle y a un intérêt trop vivant pour la négliger : c'est l'honneur et de que prospérité ! Elle entretient une pépinière de professeurs elle a constamment pour nous les soustraire à toute chaire n'épouvante de vacance, et tous ses membres produisent par une méthode uniforme. Ici, toutes les lumières pour fonder un enseignement national en été infructueuses, parce que chaque professeur apportait sa méthode, parce que les capacités enseignantes ne sont trouvées isolées pour le tout ensemble, on qu'elles ont manqué complétement ; donc, c'est ses Jésuites qu'il faut livrer notre jeunesse ; appelons des Jésuites étrangers pour créer une institution nationale !

Mais Français, ne songe point que dans les grandes universités de l'Europe, où jamais les prêtres, et surtout des jésuites n'ont été admis, exclusivement de professeurs, on y trouve, en littérature, en philosophie, en Hollande, il y a toujours eu la plus rigoureuse uniformité d'enseignement, que les jésuites ne sont trouvés constamment à la tête de ces universités, et en nombre au moins millénaire, qu'il est certain que souvent des hommes dont la supériorité confirme le mérite des professeurs et de l'enseignement de l'enseignement ; que plusieurs de ces hommes ont eux mêmes professé plus tard, et du reflet de leur gloire illustre l'école qui en avait été la berceau.

Je conclurai en disant qu'aucune raison ne milite en faveur de l'enseignement jésuitique, tandis que le triple intérêt de la liberté, de la morale et de la science en réprouve énergiquement. Il manque à la Louisiane une instruction nationale ; mais si la Louisiane en veut une, il ne lui sera pas plus difficile de la créer, qu'il ne l'a été pour celle de créer son commerce et sa fortune. Les éphémères ne naissent point les hommes se trouvent quand on les appelleru. Il n'est pas plus difficile de créer un mode uniforme d'enseignement en harmonie avec les besoins de la société, qu'un système de canaux et de chemins de fer qui aient entre eux les rapports que prend d'un tuyau de fer, et d'ouvrir avec les Etats environnans. Il cette dernière merveille s'accomplit de par la seule nous ne regarde, pourquoi désespérer qu'un pays déjà si grand par ses travaux, trouve en lui la force de se placer à la même hauteur par rapport aux nations éclairées. La Louisiane n'a point oublié qu'elle est fille de la patrie des lumières ; elle trouvera dans ce nom, et dans la volonté de vivifier d'intraction avec sa mère, et ce qu'elle voudra faire, elle le fera. Peut-être, j'avais meilleure opinion de sa puissance aurait-elle de savoir : "Monsieur, appelons les jésuites à nous secours ; sans les jésuites, point de salut." M. B.

La question ayant été demandée, l'orateur l'ayant mise de la manière suivante : que la question préalable soit maintenant proposé Lange ; nommé a été demandé et il a paru que M. Brandt, Canon, Chenet, Colcin, Lewis, Riddell, Sparks et Thomas, avaient voté dans l'affirmative, 9 ous.

Etaps Hrs Avery, Andrus, Bourg, Barrow, Bickham, Bolle, Brashear, Breaux, Cade, Crighton, Ducros, Eason, Grymes, Godfiery, Kennedy, Kramer, McDonald, Moor, Phelps, Rogers, Soniat, H. C. Thibodeaux, A. B. Thibodeaux, Weber, Walle et Wilson, ayaient voté dans la négative, 26 non.

Etaps Mrs Brant, Canon, Chenet, Sparks et Soniat avaient voté dans la négative 5 non.

En conséquence la bill a été rejeté

La chambre a pris en considération section par section la bill intitulé :

Acte relatif à la collecte des taxes dans la paroisse Claiborne et pour d'autres objets.

Les quatre premières sections du dit bill ayant été adoptées.

Sur motion la chambre s'étant dispensée de ses règles.

M. Brashear de la part du comité des améliorations internes auquel était référés la pétition de Graham a eu la permission de faire un rapport en présentant un bill intitulé : Acte pour venir au secours de C. Graham, lequel a subi sa 1re lecture et la chambre étant dans les mêmes dispositions que plus haut, le bill a subi sa 2de lecture et a été renvoyé à demain pour être lu une 3me fois.

La chambre a pris en considération le bill intitulé : Acte pour incorporer la compagnie du chemin à coulisses de la Louisiane et du Mississipi.

M. McDonald a présenté un substitut au dit bill, sous le titre suivant : Acte pour incorporer la compagnie du chemin à coulisses de la Louisiane et du Mississipi, lequel a été lu et accueilli.

Par motion ordonné que ce dit bill soit mis à l'ordre spécial du jour pour mercredi 24 du courant.

La chambre a pris en considération le bill intitulé : Acte relatif aux travaux de la levée dans la paroisse Assomption. Sur la question pour l'adoption de la 1re section du dit bill, laquelle est conçue en ces termes :

Section 1re. Il est décrété que le Shériff de la paroisse Assomption soit et est par le présent chargé, de payer au bureau du trésorier de la paroisse la moitié du montant des taxes d'Etat levée par lui pour les années 1837 et 1838.

L'appel nominal a été demandé et il a paru que MM. Avery, Brashear, Brian, Cason, Clapper, Coplon, Cade, Grymes, Godfiery, Kennedy, Creighton, Phelps, Riddell, Sparks, Soniat, Trueille, H. C. Thibodeaux, Webre et Wells, avaient voté dans l'affirmative, 19 ous.

Et que M. Andrus, Bourg, Barrow, Bickham, Boyle, Breaux, Eason, McDonald, Phelps, Rogers et Wilson, avaient voté dans la négative, 11 non.

En conséquence la dite section a été adoptée.

Sur la question pour l'adoption de ce qui suit : Et que le Shériff de la paroisse d'Orléans devra payer au trésorier de chaque municipalité de la ville de la Nouvelle Orléans, pour trois fois cette année, la moitié du montant des taxes d'Etat, levées dans la dite Paroisse, précédé comme un amendement, par M. Grymes, lequel a été lu et accueilli. L'appel nominal a été demandé et il a paru que MM. Avery, Andrus, Boyle, Brient, Brossecle, Cason, Chenet, Coplon, Cade, Grymes, Kenner, McDonald, Peyton, Phelps, Riddell, Sparks, Soniat, Trueille et H. C. Thibodeaux, avaient voté dans l'affirmative, 19 ous.

Et que Mrs Barrow, Bickham, Brashear, Code, Colcin, Cason, Grymes, Kennedy, Moore, Roger, Weber, Wells et Wilson, avaient voté dans la négative 14 non.

En conséquence le dit amendement a été adopté.

Différentes autres additionnelles ayant été adoptées, le dit bill passa tel qu'il a été amendé et ordonné à son 3me titre.

Sur motion ordonné que le dit bill passe tel qu'il a été amendé et que le greffier a été chargé d'en demander le concours du sénat.

Sur motion la chambre s'étant dispensée de ses règles.

M. Brashear de la part du comité des améliorations internes auquel était référés la pétition de Graham a eu la permission de faire un rapport en présentant un bill intitulé : Acte pour venir au secours de C. Graham, lequel a subi sa 1re lecture et la chambre étant dans les mêmes dispositions que plus haut, le bill a subi sa 2de lecture et a été renvoyé à demain pour être lu une 3me fois.

La chambre a pris en considération le bill intitulé : Acte pour incorporer la compagnie du chemin à coulisses de la Louisiane et du Mississipi.

M. McDonald a présenté un substitut au dit bill, sous le titre suivant : Acte pour incorporer la compagnie du chemin à coulisses de la Louisiane et du Mississipi, lequel a été lu et accueilli.

Par motion ordonné que ce dit bill soit mis à l'ordre spécial du jour pour mercredi 24 du courant.

La chambre a pris en considération le bill intitulé : Acte relatif aux travaux de la levée dans la paroisse Assomption. Sur la question pour l'adoption de la 1re section du dit bill, laquelle est conçue en ces termes :

Section 1re. Il est décrété que le Shériff de la paroisse Assomption soit et est par le présent chargé, de payer au bureau du trésorier de la paroisse la moitié du montant des taxes d'Etat levée par lui pour les années 1837 et 1838.

L'appel nominal a été demandé et il a paru que MM. Avery, Brashear, Brian, Cason, Clapper, Coplon, Cade, Grymes, Godfiery, Kennedy, Creighton, Phelps, Riddell, Sparks, Soniat, Trueille, H. C. Thibodeaux, Webre et Wells, avaient voté dans l'affirmative, 19 ous.

Et que M. Andrus, Bourg, Barrow, Bickham, Boyle, Brossecle